



HWEHWEMUDUA

ISSN-L: 3080-1621

ISSN-P: 3080-1613

REVUE HWEHWEMUDUA

Revue des Lettres, Sciences Humaines et Sociales



Université Peleforo GON COULIBALY
UFR Sciences Sociales
Korhogo - Côte d'Ivoire

www.hwehwemudua.net



revue.hwehwemudua@gmail.com

REVUE DES LETTRES, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

HWEHWEMUDUA



Vol.2, N°2, Juin 2026

Site : <https://www.hwehwemudua.net>

Courriel : revue.hwehwemudua@gmail.com

Université Peleforo GON COULIBALY

UFR Sciences Sociales

BP 1328 Korhogo

LIGNE EDITORIALE

Essentielle pour le progrès de la société, les lettres, sciences humaines et sociales jouent un rôle fondamental. Elles permettent de comprendre le passé, d'entretenir la mémoire de l'humanité, de mieux comprendre l'humain dans la société, de développer la capacité d'analyse et de rédaction, d'enrichir les autres sciences et technologies par le questionnement de leurs impacts sociaux, culturels et environnementaux, de mieux anticiper l'avenir avec discernement et humanité, et de construire une société équilibrée. Quoi de mieux que des productions scientifiques pour la diffusion et la promotion des acquis de la recherche, des connaissances. C'est dans ce dynamisme que s'inscrit la revue ***Hwehwemudua***, qui se présente comme une lucarne d'expression, de diffusion et de promotion des résultats de recherche des universitaires.

Le choix du nom de la revue n'est pas anodin. *Hwehwemudua* qui peut être traduit par « bâton de mesure », dans la langue *twi*, est un symbole Adinkra issu de la culture akan. Il représente l'excellence, la persévérance et la qualité du travail. Il rappelle donc l'importance de l'effort et de la détermination pour atteindre l'excellence. Tout comme ce bâton, cette revue est un espace de partage, de diffusion de travaux rigoureusement menés par les universitaires qui y soumettent des manuscrits originaux.

Dans un contexte où les échanges interculturels et interdisciplinaires se font plus que jamais indispensables, la revue en papier et en ligne, ***Hwehwemudua*** qui est une revue pluridisciplinaire à parution trimestrielle, se positionne comme un vecteur de connaissances susceptibles de nourrir le débat, de stimuler l'innovation et de contribuer à l'enrichissement des sciences humaines et sociales, des lettres, langues et des civilisations.

Le Comité de rédaction espère que la lecture de cette revue vous inspirera autant qu'elle l'a animé lors de son élaboration. Que ces pages soient pour vous une invitation à explorer et à enrichir votre regard sur nos sociétés, en perpétuelles mutations.

Le Comité de rédaction

ISSN-L 3080-1621 // ISSN-P 3080-1613

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur scientifique :

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur Titulaire d'Archéologie, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

Directeur de publication :

KOUAKOU N'dri Laurent, Maître de Conférences d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

Rédacteur en Chef :

N'GORAN Kouadio Adolphe, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Secrétaire d'édition :

KOUAME N'founoum Parfait Sidoine, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Secrétaire adjoint d'édition :

KOFFI Amani, Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Trésorier :

ATCHIE Amon Guy Serge, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Webmaster :

KOUAKOU Kouadio Sanguen

COMITÉ SCIENTIFIQUE

ALLOKO N'guessan Jérôme, Directeur de recherches de Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.

ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

ASSANVO Amoikon Dyhie, Maître de Conférences de Linguistique, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAHA Bi Youzan Daniel, Professeur Titulaire de Sociologie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAMBA Mamadou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

BATCHANA Essohanam, Professeur Titulaire d'Histoire, Université de Lomé, Togo

BEKOIN Raphael Tanoh, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

BIRBA Noaga, Maître de Conférences d'Archéologie, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

BROU Cho Julie Eunice, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

FAYE Ousseynou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Cheick Anta Diop, Sénégal

GAYIBOR Théodore Nicoué Lodjou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université de Lomé, Togo

GOLE Koffi Antoine, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches d'Histoire, Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Burkina-Faso

KOFFIE-BIKPO Céline, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KONE Issiaka, Professeur Titulaire de Sociologie, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

KONIN Severin, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUADIO N'Guessan Jérémie, Professeur Titulaire de Linguistique, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUAKOU N'dri Laurent, Maître de Conférences d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

KOUAME Aka, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur Titulaire d'Archéologie, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

KOUASSI N'Goran François, Directeur de recherches de Sociologie, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

KOUDOU Dogbo, Maître de Conférences de Géographie, Université Péléforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

LATTE Egue Jean Michel, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

MIAN Newson Kassy Mathieu Assanvo, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

NENKAM Chamberlain, Maître de Conférences d'Histoire, Université de Yaoundé, Cameroun

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire

SANGARE Abass Souleymane, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

SILUE Pébanagnanan David, Maître de Conférences de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY

SINAN Adama, Maître de Conférences de Sociologie, Université Peleforo GON COULIBALY

SOHI Blesson, Maître de Conférences d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

SOTINDJO Dossa Sébastien, Professeur Titulaire d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

COMITÉ DE LECTURE

AGUIE Yhattey Hervé Thierry, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY

ANGOUA Adjé Séverin, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

AYEMOU Kadjomou Ferdinand, Maître-Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAKAYOKO Yaya, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

BAMBA Fatoumata, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

BANGALI N'goran Gédéon, Maître de Conférences d'Histoire, Université Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

BOUHO Gnionté Armel, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

COULIBALY Kassoum, Maître-Assistant de Philosophie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

COULIBALY Moussa, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

COULIBALY Wayarga, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

COULIBALY Yalamoussa, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

DJAMALA Kouadio Alexandre, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

GOULEDEHI Kinva Via Jean Alda, Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KABA Brahim, Maître-Assistant d'Histoire, Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée

KABORE Adama, Assistant d'Histoire, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

KANE Métou, Maître-Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KAZIO Didjè Jacques, Assistant d'Archéologie, Université de Bondoukou, Côte d'Ivoire

KEWO Zana, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Bassoma, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Diloman, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KONE Kapiéfolo Julien, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

LAGO Blé Angelin, Maître-Assistant d'Histoire, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

LOUKOU Yao Serges Bonaventure, Maître-Assistant d'Archéologie, Université cheikh Anta Diop, Sénégal

MENE Yao Fabrice-Alain. Davy, Maître-Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OKOU Kouakou Norbert, Maître-Assistant de Sociologie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OUATTARA Brahim, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

OUATTARA Lancina, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OUEDRAOGO Serges Noël, Maître-Assistant d'Histoire, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

SEKA Jean-Baptiste, Maître de Conférences d'Histoire, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

SIDIBE Nohan, Maître-Assistant d'Histoire, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistant d'Archéologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

TRAORE Bakary, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

VIDO Arthur, Maître de Conférences d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

YAO Akpolè Daniel, Maître-Assistant de Philosophie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

YEO Mamadou, Maître-Assistant d'Histoire, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

ZADOU Zidy Armand Didier, Maître de Conférences d'Anthropologie, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

SOMMAIRE

1. **Les archives judiciaires, une source d'information stratégique pour une justice inclusive et transparente**, Aboubacar 1 SYLLA.....1-14
2. **Universalisme des droits et justice procédurale : quel statut juridique pour les minorités homosexuelles ?**, Kinimo Bienvenu Lagloire N'ZI.....15-30
3. **Le marché de gros de Bouaké : entre sécurité alimentaire et développement socio-économique en Côte d'Ivoire : 1998-2024**, N'Goran Alphonse BROU & Bi Bouet Benoit Junior KALLOU.....31-43
4. **Le rythme musical Bollo super : entre enracinement culturel et recompositions contemporaines**, Vagbé Gethème IRIE Bi & Guikahué Daniel BISSOU,.....44-55
5. **Manifestations actuelles des formes de violences au sein des établissements scolaires secondaires dans la commune d'Abobo (Côte d'Ivoire)**, MANDE Ali, ADJE Effoué Dominique, Paul DIEDHIOU & EHUI Prisca Justine.....56-70
6. **Au-delà de la critique de l'ethnophilosophie : Paulin Hountondji et la mise en exergue de la responsabilité des philosophes africains**, David Pierre AVOCES.....71-85
7. **L'expérience du régime parlementaire en Haute-Volta (actuel Burkina Faso) sous la IIème république (1970-1974)**, Fadougo COULIBALY.....86-101
8. **Patrimoine graphique et design typographique : les poids Akan comme matrice de conception d'une police d'écriture**, IRIÉ Hermann Angès Fabrice.....102-112
9. **Délos, un carrefour commercial d'esclaves et de denrées de première nécessité à l'époque Hellénistique**, Ibrahima DIAMANKA.....113-126
10. **Le niveau en orthographe française en France et au Cameroun : analyses comparatives et apports didactiques**, ESSEBE-EKWELGEN Charlotte...127-144
11. **Pédagogie de l'accessibilisation et autodétermination des enfants à besoins éducatifs spécifiques : cas de l'école publique primaire inclusive de Founangue–Maroua – Cameroun**, KOLLO Betehe Manet & OYONO Michel Tadjuidje.....145-160
12. **Déclin ou apogée du mouvement pentecôtiste en Côte d'Ivoire ? (XIX^e siècle-XX^e siècle)**, TUO Yadjo-N'Taly Issouf.....161-182

13. **Les Samoriens dans le pays Mona-Ouan (1893-1898), KAMATÉ Ladj**.....183-199
14. **Corrélations et causalités entre changements de lois fondamentales et violences politiques en Afrique subsaharienne : cas de la Côte d'Ivoire, Lako OUATTARA**.....200-218
15. **De la vallée du Sénégal au soudan français : destins croisés de MAMADOU RACINE et MADEMBA SY (XIX^e-XX^e siècles), Mamoudou SY**.....219-237
16. **Les normes informelles et la survie des régimes démocratiques, OUEDRAOGO Hamado**.....238-246
17. **Le fleuve Nil dans la construction de la civilisation de l'Égypte ancienne, Kapeubé Hervé-Maurel DANKOUAN**.....247-260
18. **Ressources naturelles et industries extractives : les défis environnementaux et sanitaires liés à l'exploitation du phosphate dans la région MATAM (Sénégal), Ousmane KOULIBALY, Amadou Hamath DIA & Ibrahima TOURE**.....261-273
19. **Pour l'insertion socio-professionnelle des apprenants des sciences expérimentales au Cameroun, faut-il enseigner le ou du français en classes bilingues ?, Ngala Bernard Ndzi**.....274-292
20. **Disparité de l'offre de transport et développement économique entre les communes de Thionck-essyl et de Santhiaba Manjaque (région de Ziguinchor, sud-ouest du Sénégal), COLY Roger, SAGNA Ousmane Michael Coutamaraou, NDIR Khadim**.....293-310
21. **Les tirailleurs sénégalais dans la guerre d'Indochine : engagements militaires et enjeux mémoriels d'un oubli colonial, Sadio DIALLO**.....311-330
22. **Dynamique des impacts socio-économiques et politiques des crises politiques transfrontalières dans la région de l'extrême-nord du Cameroun (2000-2020), SALI**.....331-344
23. **La paleometallurgie en milieu DII : un patrimoine de savoir-faire perdu, Innocent SARDI ABDOUL**.....345-358
24. **Autos représentations et constructions identitaires des descendants de la diaspora béninoise de Côte d'Ivoire au Bénin, Gnirgnamsoubi TOUMOUDAGOU**.....359-378
25. **L'analyse des fondements politiques de la Côte d'Ivoire dans ses relations internationales de 1959 à nos jours, Saint David YAO BÉLI**.....379-394

26. L’histoire des mosquées wahhabites en Côte d’Ivoire: diffusion, institutionnalisation et dynamiques communautaires, Yao Ange Alla
DIFFI.....395-409

DYNAMIQUE DES IMPACTS SOCIO- ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DES CRISES POLITIQUES TRANSFRONTALIÈRES DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN (2000-2020)

SALI

École Normale Supérieure, Université de Maroua, Maroua, Cameroun

salihassne@yahoo.fr

Résumé

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun a été, entre 2000 et 2020, un espace profondément marqué par des crises politiques d'origine transfrontalière. Des crises politiques tchadiennes aux nigérianes en passant par les crises centrafricaines, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a été une zone d'accueil de migrants venus de manière soudaine et massive ce qui a entraîné un déplacement massif de la population. Ces crises ont généré des impacts socio-politiques et économiques profonds. En mobilisant les sources orales et écrites, dans une perspective historique, cet article analyse la dynamique de ces impacts entre 2000 et 2020 et en adoptant une approche interdisciplinaire combinant analyse socio-économique et politique. Cette étude s'appuie sur les théories de la diffusion des conflits, de la sécurité humaine et de l'économie politique des frontières. Les résultats montrent que les crises transfrontalières ont profondément reconfiguré les économies locales et les structures sociales, en favorisant l'émergence de nouvelles formes de gouvernance locale. En perspective, l'article soutient que la gestion durable de ces crises nécessite une approche intégrée articulant la sécurité humaine, coopération régionale et politiques de développement inclusives.

Mots-clés : Boko-Haram, Crises transfrontalières, Extrême-Nord-Cameroun, Migration, Sécurité.

DYNAMICS OF THE SOCIO-ECONOMIC AND POLITICAL IMPACTS OF CROSS- BORDER POLITICAL CRISES IN THE FAR NORTH REGION OF CAMEROON (2000–2020)

Abstract

The Far North Region of Cameroon occupies a strategic geopolitical position characterized by highly porous borders with Nigeria, Chad, and the Central African Republic. This geographical configuration makes the region particularly vulnerable to cross-border political and security crises, whose effects extend to social structures, political stability, and local economic dynamics. This article examines the mechanisms through which regional instabilities spill over into the Far North, highlighting the interplay between armed insecurity, forced displacement, identity reconfigurations, and transformations in local governance systems. Drawing on a historical methodology combining documentary analysis, institutional data, and semi-structured interviews, the study demonstrates that cross-border crises act as catalysts for pre-existing structural vulnerabilities. The article argues that sustainable crisis management requires an integrated approach linking human security, regional cooperation, and inclusive development policies.

Keywords: Far North Cameroon, cross-border crises, Boko Haram, security, migration.

Introduction

Située dans le bassin du lac Tchad, l'Extrême-Nord du Cameroun constitue une zone stratégique reliant le Cameroun au Nigeria et au Tchad. Historiquement, cet espace a été marqué par des échanges commerciaux intenses, des migrations saisonnières et des interactions culturelles transfrontalières. Malheureusement, cette même position géographique a également exposé la région aux répercussions des crises politiques et sécuritaires internes affectant les États voisins. Par ailleurs, depuis le début des années 2000, ces crises se sont intensifiées avec l'émergence de nouvelles formes de violence transfrontalière, notamment l'expansion du groupe djihadiste Boko Haram depuis le nord-est du Nigeria. Cette région frontalière s'est ainsi imposée comme une terre d'accueil pour de nombreux migrants tchadiens, nigériens et centrafricains victimes des crises politiques survenues dans leurs pays. C'est pourquoi l'Extrême-Nord s'inscrit depuis les années 2000 au cœur de multiples crises politiques transfrontalières dont les dynamiques ont remis en cause des structures socio-économiques et politiques de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Pour mieux cerner le nouvel ordre sécuritaire, il convient d'analyser les contextes de ces principales crises transfrontalières ayant affecté la région au cours de la période en mettant en évidence les flux migratoires et leurs effets sociaux ; la perturbation du réseau des échanges économiques dans la région et les incidences sécuritaires de ces crises sur la stabilité politique de la région.

1-Crises politiques transfrontalières : flux migratoires et remise en question de modes de vie traditionnel à l'Extrême-Nord-Cameroun

1-1- Crises tchadiennes et flux migratoire vers l'Extrême-Nord-Cameroun

Les guerres civiles tchadiennes, nigérianes et centrafricaines ont entraîné l'arrivée massive de migrants à l'Extrême-Nord du Cameroun. À pied, en véhicule, à pirogue et même en avion, on observe des arrivées à travers des convois de personnes aux statuts variés : déplacés, réfugiés et retournés. Ce phénomène a entraîné un bouleversement socioculturel marqué par la surpopulation des habitations, l'émergence spontanée des camps et des campements dans la région.

Photo 1 : Crises tchadiennes et arrivée massive des migrants à l'Extrême-Nord du Cameroun.



Source : magazine-charilogone.over-blog.com, consulté le 15/06/2015.

À cet égard, comme l'indique la photo 1 ci-jointe, le Tchad a longtemps été le théâtre d'une instabilité politique qui a conduit à plusieurs affrontements armés. L'une des crises les plus sanglantes crises est la guerre civile tchadienne de 1979 qui a opposé le Nord au Sud, notamment des populations majoritairement musulmanes à des populations majoritairement chrétiennes. Ces affrontements meurtriers ont été à l'origine d'un déplacement massif des populations vers des pays voisins, notamment au Cameroun. Moussa Garga, représentant du chef du quartier Frolinat¹ à Maroua, précise :

« Une forte délégation tchadienne accompagnant le président tchadien à l'époque, Hissein Habré arrive à Maroua. Celle-ci était composée des hommes politiques et militaires fidèle à celui-ci, tous accompagnés de leur famille. La majorité d'entre eux avait occupé la périphérie de la ville c'est-à-dire au niveau du quartier dit FROLINAT alors que le président lui-même était accueilli au centre de la ville au quartier Domayo et plus précisément dans le domicile du questeur Babaray »².

Parmi les personnes déplacées, on trouvait plusieurs catégories de personnes³. À ce sujet de ces déplacés, Mimche (2005, p. 5) note que : « Parmi les 60 000 réfugiés issus de différents pays africains et résidant au Cameroun, le Tchad compte la plus grande colonie, avec environ 40 000 âmes, principalement installées dans la partie septentrionale du pays ». Dans la même perspective pour confirmer et expliquer l'afflux massif de populations dans la région du Logone-et-Chari, Saïbou (2006, p. 5) souligne :

« La Guerre Civile tchadienne est le second facteur majeur de l'immigration, celle-là issue de la frontière orientale du Logone et Chari. De 1979 à 1990, le Tchad fût le théâtre d'une guerre meurtrière, provoquant l'exode de milliers de personnes vers le pays voisin, dont le Cameroun. Entre 1979 et 1982, plus de 25 000 réfugiés ont afflué à Kousséri, en transit pour un long séjour ».

Dans ce contexte d'exodes massifs et forcés, des contingents sont arrivés en pirogues sur le lac Tchad à destination des localités de Blangoua, Pouss et Yagoua. Ces contingents étaient majoritairement composés de paysans qui venaient proposer leur main d'œuvre dans les plantations de mil et de maïs. C'est ce qu'explique Gonné (2008, p.3) en ces termes :

« Dès la fin des années 1970 et le début des années 1980, il a été constaté une arrivée massive et temporaire des paysans tchadiens à la recherche d'emplois agricoles, soit pour cultiver l'intégralité des champs, soit pour augmenter leurs superficies cultivées en sorgho repiqué de saison sèche. Cette céréale commençait aussi à être considérée comme un vivrier marchand depuis la fin des années 1980 ».

Par ailleurs, avec l'appui des organisations humanitaires en partenariat avec le gouvernement camerounais, un autre contingent est arrivé par hélicoptère dans la localité de Mora dans le Département du Mayo-Sava composé principalement de femmes et d'enfants. Le Cameroun, connu pour sa politique d'hospitalité légendaire, sur une période d'environ une dizaine d'année a connu un afflux sans précédent de réfugiés tchadiens. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) dans son rapport de 2006, indique à cet effet : « Au moment où les politiques d'immigration se durcissent un peu partout, et où les frontières sont de plus en plus hermétiques, des demandeurs d'asile (de 1 500 à 2 000 par an) affluent vers la partie

¹ Frolinat : Front de Libération Nationale du Tchad est un mouvement armé tchadien créé le 22 juillet 1966 au Soudan par Ibrahim Abatcha pour lutter contre le régime sudiste qui était accusé de discriminer les populations musulmanes du Nord, du Centre et de l'Est. Comme membre de ce mouvement, nous avons entre autres Idriss Déby et Hissein Habré.

² Moussa Garga, 54 ans, commerçant, Frolinat-Maroua, 24 février 2019.

³ Il y avait entre autres des camerounais qui ont longtemps vécu au Tchad, ayant déjà fondés leurs familles et contraint de rentrer à cause de la guerre, puis des tchadiens fuyant leur pays en guerre pour sauver leur vie. Ceux-là on les appelle des retournés.

septentrionale du Cameroun ». À l'instar des crises politiques tchadiennes, les crises nigérianes qui ont aussi entraîné d'importants mouvements migratoires vers l'Extrême-Nord du Cameroun.

1-2-Crises nigérianes : une migration incontrôlable

La République du Cameroun fait partie des quatre États du bassin du lac Tchad touchés par les attaques de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Boko Haram). Depuis 2013, le contexte humanitaire au Cameroun est marqué par une combinaison de facteurs tant externes qu'internes. Le Cameroun continue de subir les conséquences non seulement de la déstabilisation des pays voisins (RCA, nord du Nigeria), mais aussi des exactions du groupe armé Boko Haram (BH) sur son territoire, notamment dans l'Extrême-Nord. Cette situation provoque le déplacement massif des populations. Parmi les migrants, on observe à la fois des réfugiés nigériens et des déplacés internes estimés à plusieurs dizaines de milliers de personnes. À ces populations s'ajoutent les communautés hôtes, également devenues vulnérables que les réfugiés et déplacés à cause de l'insuffisance des ressources naturelles, des abris et les biens domestiques non alimentaires qu'elles partagent. En 2017, le tableau ci-dessous présente la situation des populations affectées par la crise.

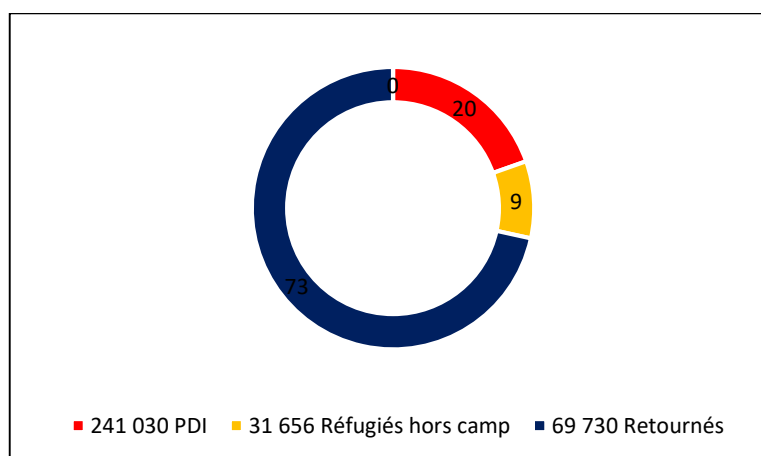
Tableau 1 : Effectif de personnes touchées par catégorie

Catégorie de personnes touchées	Nombres de personnes touchées
Réfugiés au camp	60000
Réfugiés hors camp	31 656
Déplacés internes	241 030
Retournées	69730
Populations locales affectées	585 000

Source : Organisation internationale pour les migrations (1 avril 2019), Matrice de suivi des déplacements (DTM)

Les chiffres du tableau et du diagramme témoignent de l'arrivée massive de populations à l'Extrême-Nord du Cameroun. Cependant, il convient de s'interroger sur la capacité des villes et des villages à accueillir cet afflux de la population.

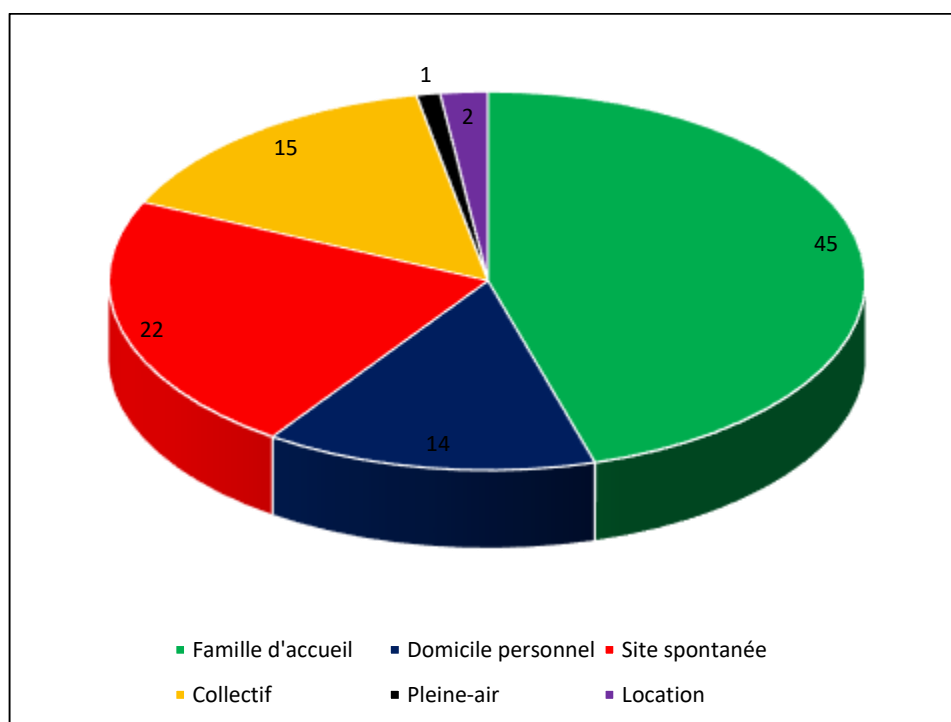
Diagramme 1 : Population déplacés



Source : Organisation internationale pour les migrations (1 avril 2019), Matrice de suivi des déplacements

Ce diagramme présente la répartition de la population déplacée en fonction de son statut. Les chiffres 9, 20 et 73 représentent les pourcentages des personnes déplacés selon leur catégorie. On constate ainsi une forte prédominance des retournés (73%) sur les autres catégories des déplacés (20% pour les réfugiés hors camp et 9% pour les PDI). Cela s'explique par le fait que la majorité des Camerounais nés à l'Extrême-Nord, dans des localités frontalières du Nigéria et qui exercent des activités au niveau des frontières préfèrent s'y installer au Nigéria. Après les retournés, viennent les personnes déplacées internes et enfin réfugiés hors camp. On constate donc que les personnes retournées sont la catégorie de personnes la plus touchée par la crise nigériane. Par ailleurs, leur retour au pays constitue une charge potentielle pour leurs familles qui se trouvent contraintes de les accueillir, les héberger, ainsi que les nourrir.

Diagramme 2 : Les différents points de chute des déplacés de BH



Source : Organisation internationale pour les migrations (1 avril 2019), Matrice de suivi des déplacements

Ce diagramme représente les différents lieux d'abri des déplacés. Les chiffres 45, 22, 14, 15 et 2 représentent les pourcentages des différents lieux d'abris des populations déplacées. Ainsi il apparaît que la plus grande portion des personnes déplacées (45%) est hébergée par les familles d'accueil. Les autres achètent leur propre maison, sont pris en charge dans les camps ou des campements, en plein air ou alors louent des habitations.

Par ailleurs comprendre que par rapport à la localisation des personnes déplacées dans la région de l'Extrême-Nord, on les retrouve dans tous les départements de la région, principalement dans trois d'entre eux, même si tous n'accueillent pas le même nombre. À ce titre, les départements qui accueillent le plus les déplacés sont le Logone-et-Chari (125 711 personnes déplacées internes, 26 067 réfugiés hors camps et 27 980 retournés), le Mayo-Sava (59 506 personnes et 17 128 retournés) et le Mayo-Tsanaga (40 041 personnes déplacées internes, 5 197 réfugiés hors camp et 17 196 retournés). Cette présence massive des migrants dans ces trois (03) départements se justifie par leur proximité avec le Nigéria voisin et ce qui fait de ces territoires les premières zones affectées des crises nigérianes en l'occurrence celle de 2014.

1-3- Surpopulation des domiciles

Les différentes crises survenues au Tchad et au Nigéria voisin se sont généralement toujours accompagnées de mouvements migratoires vers le Cameroun, comme nous l'avons vu précédemment. Face à cette situation, les autorités locales et les populations de l'Extrême-Nord devaient faire face au problème d'hébergement des migrants ce qui pose la question de la surpopulation des habitations. En effet, l'hospitalité est l'une des valeurs de la société africaine. Elle est perceptible dans des moments de joie mais également dans des moments de malheur. En outre, lors des catastrophes humaines comme les conflits, une communauté en guerre peut être accueillie par une autre en situation de paix. Cette dernière peut lui offrir un hébergement et une assistance alimentaire temporaire tout au long de son séjour. La région de l'Extrême-Nord du Cameroun a toujours gardé cette culture et cela se vérifie lors des différentes crises politiques transfrontalières. Dans ce contexte, les victimes de conflits provenant notamment du Nigéria et du Tchad cohabitent avec les populations camerounaises. Certains ont fui les conflits avec l'ensemble de leur famille pour rejoindre leurs proches, tandis que d'autres cherchent refuge auprès d'amis ou de connaissances. L'un de nos informateurs précise⁴.

« Je suis camerounais, mais je faisais le commerce au Nigéria dans la ville de Maiduguri avant que la crise nigériane de 1982 ne commence. En 1982 avec la crise politique qui secouait le pays, je ne pouvais pas exercer mes activités, ma sécurité était menacée ainsi que celle de ma famille. J'étais donc obligé de rentrer au Cameroun avec toute ma famille. C'est ainsi que nous sommes arrivés à Mora où résidait mes parents, mon village natal. Ceux-ci m'ont accueilli dans la chambre où résidaient mes petits frères qui était obligé d'aller dormir à la cuisine. Nous avons vécu dans cette situation pendant presque deux ans avant que je ne puisse construire ma propre maison. Je me sentais jeuner car, je constituais une énorme charge pour mes parents et je mettais mal à l'aise mes frères qui par respect pour moi n'avaient d'autre choix que de se coucher à la cuisine ».

À ce titre, la ville de Kousseri, à la suite de la guerre civile tchadienne de 1979, a vu sa population s'accroître considérablement. Malgré cette tradition d'hospitalité, la ville a été débordée par ces nouveaux venus. Il n'y avait plus d'alternatives que d'intégrer les habitations en cohabitant avec la famille, les amis et les connaissances. Cet afflux de populations a eu de lourdes conséquences sur la vie quotidienne de nombreuses familles, ainsi que la sécurité alimentaire.

1-4- Naissance spontanée des camps ou campements et crises humanitaires

Depuis 2003, les attaques de Boko-haram et les contre-offensives de l'armée nigériane ont provoqué l'exode des populations du nord-est du Nigéria, en particulier dans les États du Borno, Adamawa et Yobe. Cet exode massif des populations à l'intérieur du Nigéria et vers les pays voisins, en particulier le Cameroun et le Niger, est alimenté par la terreur perpétrée par les partisans de la négation de toute autorité publique et la sanctuarisation des territoires conquis. Ainsi les offensives de Boko-haram dans le Nord-Est du Nigéria ont conduit au déplacement de près de 650 000 personnes en 2013. Plusieurs milliers de réfugiés se sont précipités depuis juin 2013 en direction des frontières du Cameroun. Les villages camerounais qui ont connu d'importants afflux des réfugiés sont entre autres Zhelevet dans l'arrondissement de Mayo-Moskoto, Gawar et Minawao dans l'arrondissement de Mokolo. Les localités de Kerawa, Achighassia, Kolofata et Mora dans le département du Mayo-Sava. C'est ce qui souligne Mbarkoutou (2014) en ces termes :

⁴ Entretien avec Mallah Mahama, 45 ans, commerçant, Mora, 16 février 2019.

« C'est en réponse à cet afflux de réfugiés et conformément aux accords internationaux sur le droit de réfugiés que l'Etat du Cameroun créé le camp des réfugiés de Minawao le 02 juillet 2013 comme l'unique site d'hébergement et de prise en charge des réfugiés (HCR, 2013). De nombreux autres sites existent sur l'itinéraire de fuite des réfugiés. Ils constituent des refuges de relais, des points de convergence des réfugiés en quête de sécurité en attendant qu'ils soient évacués au camp de Minawao. (Mbarkoutou, 2014) ».

La responsabilité du choix du site relève essentiellement du gouvernement et des agences cheffes de file. Toutefois, les négociations devraient inclure toutes les parties prenantes pertinentes. Dans le cas de Minawao, le choix du site repose sur deux critères principaux pour l'implantation du camp. D'une part, les besoins en sécurité et les facteurs qui facilitent le travail comme l'accès au site, tant pour l'assistance que pour la surveillance d'un camp. C'est un lieu stratégique pour la sécurité car le camp est entouré d'une chaîne de montagne donnant aux forces armées une vision panoramique de la zone. D'autre part, une étape consistant à prendre des décisions techniques pour l'implantation des habitations et des services ainsi qu'à l'aménagement spatial du camp (Shelter, 2008).

Un autre véritable problème que les réfugiés avaient rencontré le plus est celui de la sécurité alimentaire. Pendant leur fuite, ils n'avaient emporté que peu de provisions avec eux puisque chacun essayait de sauver sa vie. Avec le retard de l'assistance gouvernementale et internationale, les réfugiés étaient abandonnés à eux-mêmes. Étant en cours de provision, ces derniers n'étaient assistés que par la population hôte qui partageait leurs repas ou leurs denrées alimentaires avec les réfugiés. En plus, les enfants souffraient de malnutrition, ils pleuraient presque tout le temps parce qu'ils dormaient souvent affamés, et les adultes souffraient de l'insécurité alimentaire. Ce déplacement massif de population n'a pas seulement entraîné la création d'un camp de réfugiés, il convient également de souligner la naissance des camps de déplacés dans le département du Mayo-Sava, du Logone-et-Chari et du Mayo-Tsanaga (...). Il y a cependant une forte concentration dans les arrondissements de Mora, de Mémé, de Djoude entre autres. À Mémé, par exemple, on trouve les camps de déplacés de Igawa I et II depuis 2015.

Photo 2 : Camp des déplacés d'Igawa-Mémé



Source : Cliché Fadimatou Abba, Igawa-Mémé, 20 février 2019.

Les violences de Boko Haram ont provoqué d'importants flux de réfugiés nigériens vers l'Extrême-Nord, entraînant la création de camps de réfugiés à Maroua, Mokolo, Kousseri et Fotokol. Elles ont également accentué la pression sur les ressources locales, notamment l'eau,

les terres agricoles et les services de santé, tout en favorisant des tensions entre populations hôtes et réfugiées. Ces mouvements ont transformé les dynamiques socio-économiques locales, exacerbant les inégalités et les compétitions pour l'accès aux ressources. Les crises politiques transfrontalières n'ont pas seulement entraîné un afflux massif de populations vers les localités frontalières de l'Extrême-Nord, remplissant les ménages et poussant les autorités à créer des camps et campements pour contenir le surplus de la population. Elles ont également intensifié le phénomène du gangstérisme transfrontalier.

2- Perturbation des dynamiques économiques

2-1-Un réseau commercial en panne

Les marchés ruraux et les routes commerciales, essentiels pour l'échange de biens alimentaires, sont fortement perturbés par l'insécurité. L'activité des marchés diminue en raison des risques d'attaques, des restrictions de mobilité, ce qui réduit l'accès aux denrées essentielles. À travers cette perturbation des réseaux commerciaux, l'insécurité entrave la libre circulation des biens et des facteurs de production, renforçant les barrières commerciales qui se répercutent sur la disponibilité des denrées alimentaires et sur les prix. La perturbation des échanges transfrontaliers, qui fournissaient auparavant une part importante des approvisionnements alimentaires et des revenus, entraîne une forte diminution de la production céréalière locale (sorgho, mil, riz), notamment dans les départements frontaliers du Mayo-Sava, du Mayo-Tsanaga et du Logone-et-Chari. Ainsi, d'après les estimations agricoles régionales, la production de céréales a chuté significativement, impactant l'autosuffisance alimentaire. Par ailleurs, la réduction des flux transfrontaliers avec le Nigeria a perturbé les chaînes d'approvisionnement alimentaire traditionnelles. Par ailleurs, le commerce de bétail, de céréales et d'autres denrées essentielles, auparavant considéré comme un moteur de l'économie du Mayo-Sava, connaît un réel ralentissement, réduisant ainsi l'accès des ménages à des sources de revenus et à des biens alimentaires.

2-2-Hausse du prix des denrées alimentaires

L'augmentation de la population entraîne donc automatiquement une importante demande en céréales. Déjà entre 2014 et 2016, la crise nigériane entraînait l'abandon des champs par la population dans la région et surtout dans le département du Mayo Sava, du Mayo- Tsanaga et du Logone et chari. Pour éviter des attaques des Djihadistes, de nombreux commerçants ont abandonné leurs activités, ce qui perturbe encore davantage l'économie locale. Notre informateur déclarait : «il nous est difficile d'avoir un approvisionnement régulier de légumes et de produits frais. Personne ne veut emprunter la grande route »⁵. Il a également évoqué un drame qui s'est produit au début du mois concerné ; au moins 15 passagers avaient été décapités par des membres présumés de Boko-Haram, alors qu'ils se trouvaient à bord d'un bus en direction de Kousséri. Par ailleurs, avec l'arrêt des activités économiques dans les marchés, le prix du riz à Kolofata, une commune du département du Mayo-Sava, est passé de 250 FCFA à 600 FCFA le kilo en 2016. Pour les autres produits de base, tels que le maïs, le sorgho et l'essence, les prix ont augmenté de 20 à 80 % depuis 2017 et persistent encore aujourd'hui, d'après les archives de la Délégation régionale de l'agriculture et du développement rural de Mora.

En juillet 2020 à Tokombéré et à Mémé, le sac de mil de contre-saison de 100 kg coûte entre 20 000 à 30 000 FCFA. Quant au sac de maïs, son prix varie entre 25 000 et 35 000 FCFA. Des

⁵ Entretien avec Alim Babou, 38ans vendeur de légume, Mora, 20 février 2024

prix largement au-dessus de ceux pratiqués l'année précédente où, à la même période, le sac du mil de contre-saison coûtait entre 17 et 18 000 FCFA. Une d'augmentation similaire est observée sur le sac de maïs.⁶ Les stocks alimentaires des ménages demeurent faibles, tandis que les prix des céréales restent nettement supérieurs aux moyennes quinquennales, limitant ainsi l'accès des populations aux denrées de base.

3-Des crises sécuritaires transfrontaliers à l'Extrême-Nord : incertitude sécuritaire permanente

Le phénomène du grand banditisme devient récurrent dans la région de l'Extrême-Nord et se manifeste par l'intensification des activités des coupeurs de route, des prises d'otages, la multiplication des vols de bétail ainsi que l'instauration d'un climat de terreur.

3-1-L'intensification du phénomène de coupeur de route et prise d'otage

Depuis le milieu des années 1980, les confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad sont des espaces de désordre où l'autorité de l'État peine à s'imposer du fait de la prolifération des bandes armées de rebelles, de trafiquants divers et de bandits de grand chemin connus sous l'appellation de « coupeurs de route ». Ces groupes usent et abusent de la porosité des frontières et des solidarités transfrontalières dans des aires culturelles qui transcendent les limites étatiques. L'appellation générique de « coupeurs de route » provient du procédé d'embuscade sur la chaussée qui caractérise généralement leur mode opératoire (Saibou, 2004). En dehors du phénomène de coupeurs de route qui s'est intensifié avec l'instabilité politique au Tchad, on observe une nouvelle forme d'insécurité dans l'Extrême-Nord du Cameroun perpétrée par la secte terroriste Boko-Haram né au Nigeria en 2002. Ainsi, enlèvement, attaques, bombardements et attentats font désormais partie de la vie des populations camerounaises qui jusque-là, n'en entendaient parler qu'à travers les médias. Les villes de Fotokol, Makari, Dabanga et Kousseri sont les premières à vivre des raids meurtriers de Boko-Haram autour de l'année 2012. L'enlèvement d'une famille française de sept membres le 19 février 2013 dans le parc naturel de Waza, le rapt du prêtre George Vandebeusch en novembre 2013, l'enlèvement des religieux canadiens et italiens en avril 2014, et le corps d'un chef traditionnel du village de Goumouldi retrouvé égorgé au Nigéria, le rapt de dix chinois à Waza, parmi les cas les plus médiatisés (Mboa, 2015).

Les actes de la secte islamiste Boko Haram s'intensifient au jour le jour et deviennent de plus en plus violents et agressifs. Les affrontements entre les forces de l'ordre du Cameroun et les terroristes entraînent d'importantes pertes des soldats camerounais. Des villages entiers sont décimés (Achigachia, Fotokol), d'autre deviennent des cibles de bombardement. Kolofata est l'une de ces villes dans l'Extrême-Nord qui a enregistré le plus grand nombre d'attaques. Pour l'année 2015 seulement, cette ville à elle seule a enregistré plusieurs attentats à la bombe, à l'instar de ceux commis le 27 juillet 2015 faisant une quinzaine de morts, le 13 septembre un double attentat terroriste fait 9 morts et 21 blessés, sans oublier celui de vendredi 11 décembre qui a fait plus de 30 morts et blessés. Le vendredi 2 janvier 2016, on a assisté à un triple attentat dans la localité de Bagaram dans le Logone et Chari, entraînant de nombreuses pertes. Ces actes témoignent des atrocités perpétrées dans les villes de l'Extrême-Nord car, en dehors de ces quelques cas, plusieurs autres attentats ont eu lieu dans des villages environnants et dont les bilans demeurent importants⁷.

⁶L'œil du sahel, N°996 du vendredi 03 novembre 2024

⁷ L'œil du Sahel, N°762 du 03 décembre 2015.

Tableau 2 : Quelques attaques de Boko-Haram à l'Extrême-Nord Cameroun depuis 2013

Période	Localité	Mode opératoire	Nombre de victimes
22 juillet 2013	Fotokol	Kamikaze	17
02 mars 2014	Fotokol	Kamikaze	13
13 septembre 2015	Kolofata	Incursion de groupe	08
11 octobre 2015	Limani	Kamikaze	15
27 novembre 2015	Mora	Kamikaze	06
25 février 2015	Fotokol	Kamikaze	07

Source : *L'Œil du Sahel* N° 762 du Jeudi 03 Décembre 2015.

Le tableau ci-dessous présente un répertoire de quelques attaques de Boko Haram de 2013 à 2015 sur différents lieux, avec leur mode opératoire ainsi que le nombre de victimes. D'après les analyses, plusieurs constats se dégagent : Boko-Haram privilégie, dans sa stratégie d'action plus les attentats-suicides menés par des Kamikazes qui sont le plus souvent des jeunes filles. En outre, la plupart des incursions sont faites dans les localités frontalières où s'organisent les marchés hebdomadaires. Sous un autre angle d'analyse, les actions de Boko-Haram cherchent à produire un impact psychologique sur les populations. En effet, le terrorisme s'inscrit dans une stratégie indirecte comme indiqué précédemment. Ses actions visent moins à détruire les infrastructures ou à affaiblir l'adversaire mais davantage à impressionner l'opinion publique. Ces acteurs de la violence terroriste cherchent à susciter un effet de surprise au sein des populations et une psychose générale.

3-2-Les multiplications exactions, vol de bétail et destruction des biens des populations

Les crises politiques en Afrique en général et dans le bassin du lac Tchad en particulier se caractérisent par la formation des groupes de revendications critiquant les systèmes de gouvernance employés par le régime au pouvoir. Ceux-ci se retirent le plus souvent pour vivre en clandestinité, en établissant des campements dans les zones frontalières. Dans ces zones, on observe une organisation structurée à travers la gestion des ressources. Ainsi, concernant le ravitaillement alimentaire du groupe, une équipe spéciale s'occupe du ravitaillement en bétail. Cette unité pour accomplir sa mission peut même aller au-delà des frontières nationales piller les troupeaux des populations locales. La crise politique nigériane provoquée par la secte terroriste Boko Haram en constitue une illustration de ce phénomène. Bœufs, moutons, chèvres sont emportés sans laisser des traces. Selon le journal *L'œil du sahel* :

« Dans la nuit du 08 décembre 2014, aux alentours de 22h les éléments de Boko-Haram ont attaqué la localité de Yégoua situé à 12 km de Mora dans l'arrondissement de Kolofata. Ceux-ci ont fait cinq (05) victimes parmi les éleveurs qui résistaient et ont emportés 108 têtes de petits bétails dont les chèvres et les moutons. Puis au lendemain de Yégoua, c'est au tour de Kotcherhe, dans l'arrondissement de Mora à 35 km de la frontière avec le Nigéria. Ici c'était près de 300 têtes de bœufs que les membres de la secte Boko-Haram avaient rassemblé et conduit vers le Nigéria ».

Malgré une baisse de ces attaques ces derniers mois, la plupart des éleveurs vivent toujours dans un climat de peur, évitant de conduire leur bétail vers les pâturages des zones frontalières. *« Nous n'allons plus en brousse nourrir le bétail à cause des combattants de Boko-Haram. Ils*

nous ont chassés, si tu oses progresser vers la brousse, ils vont t'arracher ton troupeau », précise-t-il. Entre 2012 et 2016, Boko-Haram a volé ou tué au moins 48 000 bovins et petits ruminants dans la région camerounaise où les djihadistes sévissent, ainsi que 4.000 volailles, selon le ministère de l'Élevage. Lorsque la crise politique nigériane s'intensifie en 2013, les razzias récurrentes de Boko Haram ciblaient les campagnes situées dans les zones frontalières. Les terroristes, lors de leurs différentes attaques perpétrées dans la région de l'Extrême-Nord, procédaient à la destruction des vivres⁸ et brûlaient tout sur leur passage mettant les ménages dans une situation d'insécurité alimentaire. Parmi les biens détruits figuraient notamment le petit bétail (moutons, chèvres, porcs), les volailles (coqs, canards) ainsi que les céréales, qui constituaient à la fois une source essentielle d'alimentation et un moyen de subsistance pour les populations locales⁹.

Photo 3 : village zelevet incendié par les Boko-Haram



Source : [http //observers.france24.com](http://observers.france24.com), consulté le 18 février 2025

En plus du vol de bétail perpétré par la secte djihadiste, on note également l'incinération du bétail. En fait il arrive des moments où les combattants djihadistes n'emportent pas le bétail avec eux lors de leurs incursions, mais incendient les maisons, les vivres des populations, ainsi que le bétail. Or ce bétail était destiné à l'approvisionnement du village et par ailleurs représente une ressource économique essentielle de toute une famille. Le village de Zelevet dans le département du Mayo-Tsanaga, à la frontière avec le Nigéria, en face des monts Mandara a été le théâtre, dans la nuit du 27 janvier 2015 aux alentours de 23 heures, de cette attaque. D'après les membres du comité de vigilance de cette localité : « Les assaillants ont brûlé des animaux ».

3-4-Instauration du climat de terreur

L'émergence du groupe armé Boko-Haram dans le nord-est du Nigeria a entraîné des répercussions directes et dramatiques sur l'Extrême-Nord camerounais. Les violences et attaques transfrontalières qui se sont régulièrement manifestées à travers les incursions armées,

⁸Tout ce qui servirait à la nutrition de la population

⁹ Lors des différentes cérémonies religieuses (Aid el Kabir ou fête de mouton pour les musulmans), les cérémonies traditionnelle (baptême, mariage, décès) les travaux champêtres à travers le labour des terres.

attentats et enlèvements (notamment dans les zones de Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone-et-Chari) ont contribué à l'installation d'une crise sécuritaire durable. Dans sa mission de protection et de défense du territoire, avec la militarisation accrue, l'État camerounais a renforcé la présence de ses forces armées, mis en place des dispositifs militaires et engagé des opérations dites antiterroristes. Toutefois, la peur persistante a profondément modifié les interactions sociales quotidiennes, entraînant des restrictions de circulation, la fermeture de marchés et une méfiance croissante envers les étrangers ou les jeunes hommes perçus comme suspects. À titre d'illustration, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, les localités situées à la frontière du Nigeria et du Tchad, à l'instar de Kousseri, Blangoua, Gambaru, Amchidé, Doublé, Mora, Mémé, Waza, Zina, sont régulièrement touchées par des exactions. Ces images ci-jointes sont particulièrement illustratives.

Planche 1 : Greniers, céréales et moutons incendiés par les Boko Haram à zelevet



Source : <http://observers.france24.com>, consulté le 18 février 2025.

Conclusion

Entre 2000 et 2020, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a subi des transformations profondes sous l'effet de crises politiques transfrontalières. L'insurrection de Boko Haram a été le facteur le plus visible, mais les interactions avec le Tchad et la République Centrafricaine RCA, ainsi que la gestion des migrations forcées, ont généré des défis multidimensionnels.

L'analyse des dynamiques met en évidence l'imbrication étroite entre vulnérabilités internes et instabilités régionales. Les crises politiques transfrontalières ne se limitent pas à des phénomènes sécuritaires ponctuels ; elles engendrent des transformations profondes des structures sociales, des rapports d'autorité et des mécanismes de régulation communautaire. L'ampleur des déplacements de populations, la recomposition des espaces économiques informels et la militarisation accrue de certaines zones redéfinissent durablement les équilibres locaux. En définitive, la stabilisation durable de l'Extrême-Nord repose une articulation cohérente entre politiques sécuritaires, développement socio-économique et diplomatie régionale.

Références bibliographiques

- ARDITI Claude, 1999, « Paysans sara et éleveurs arabes dans le sud du Tchad : du conflit à la cohabitation ? », in Baroin C., Boutrais Jean, et al. (eds), *L'homme et l'animal dans le bassin du lac Tchad*, Paris, IRD, pp. 555-573.
- ARDITI Claude et HANKEY Cyril Patrick, 1991, « Évaluation socio-économique et financière de l'office national des céréales – Tchad », *Commission des communautés européennes*, 2 vols.
- CHONCHOL Jacques, 1987, *Le défi alimentaire, la faim dans le monde*, Paris, Larousse.
- COURADE Georges, Peltre-Wurtz, 1991, « La sécurité alimentaire à l'heure du néolibéralisme », *Cahiers des Sciences Humaines*, vol.1-2, N° 27, pp. 3-13.
- DUMONT René, 1997, *Famines, le retour : Désordre libéral et démographique non contrôlés*, Paris, Arléa.
- ESSIMI BILOA Alain Christian, 2010, « L'insécurité alimentaire dans la région du Nord au Cameroun : représentations sociales, stratégies de lutte et enjeux », Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé I.
- GARINNA, 2004, « Famines disettes dans les circonscriptions du Logone, de Maroua et de Mokolo de 1930-1939 », Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I.
- GONNÉ Bernard, 2008, « Les migrations saisonnières transfrontalières de la main d'œuvre agricole tchadienne à l'Extrême-Nord du Cameroun », *2^e journée de recherches en sciences sociales INRA SFER CIRAD*, pp. 6-12.
- HALLAIRE Antoinette, 1989, « Risque alimentaire et stratégie paysanne au nord des monts Mandara (Cameroun) », in *Le risque en agriculture*, Paris, ORSTOM, coll. à travers champs, pp. 327-334.
- HAUBERT Maxime et COURADE Georges, 1998, « Sécurité alimentaire et question agraire : les risques de la libéralisation », *Revue Tiers Monde*, Tome X, N°153, Janv-Mars, 239 p.
- MOUNGOBAYE MASRABAYE, 2014, « Impact des crises armées tchadiennes sur la sécurité transfrontalière Tchad-Cameroun (1963-2013) : cas des régions frontalières (Extrême Nord-Cameroun et Chari Baguirmi) », Mémoire de Master Recherche en Histoire, Université de Ngaoundéré.
- MUSILA Cyril, 2012, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le Bassin du Lac Tchad », in *Ifri – Programme Afrique Subsaharienne*.
- OBAM MBOM Samuel, « La politique agricole du Cameroun », Thèse de Doctorat de 3^e cycle en Sciences Économiques, Université de Yaoundé, 1981.
- ONDOA MANGA Tobie, 2006, « Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960 », Document de travail OECD, Yaoundé.
- SAIBOU Issa, 1996, « Impact socio-économique du séjour des réfugiés tchadiens à Kousséri (1979- 1982) », *Revue des sciences sociales*, Ngaoundéré-Anthropos, vol. II, pp. 127-137.

- SAIBOU Issa, 2006, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la RCA et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant », in *Polis*, Vol.13, N° 1-2, pp. 119-146.
- SAIBOU Issa, *Les coupeurs de route, Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris : Karthala.
- SALI, 2013, « Famine et insécurité alimentaire au nord Cameroun » (1930-1999). Thèse de Doctorat PhD en Histoire, Université de Yaoundé I.
- SAVANÉ Marie-Angélique, 1992, *Population et gouvernement face aux problèmes alimentaires : regard sur les zones de l'Afrique de l'Ouest*, Genève, UNRDD.
- TASSOU André, 2013, *Urbanisation et décentralisation au Cameroun : essai d'analyse historique de la gestion urbaine (1990-2012)*, Paris, L'Harmattan.
- ZANNA Oumar, 2013, « Actions des chefferies traditionnelles dans la lutte contre l'insécurité transfrontalière entre l'Arrondissement de Kolofata (Cameroun) et des *Districts* de Banki et Kirawa (Nigéria) de 1961 à 2014 », Mémoire de Master Recherche en Histoire, Université de Ngaoundéré.